Décision 4/CMA.1

Autres directives concernant la section de la décision 1/CP.21 relative à l'atténuation

La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris, Rappelant les articles pertinents de l'Accord de Paris, notamment les articles 3 et 4, Rappelant également les paragraphes 26, 28 et 31 de la décision 1/CP.21,

Rappelant en outre que, selon le paragraphe 5 de l'article 4, un appui est fourni aux pays en développement parties pour l'application de l'article 4, conformément aux articles 9, 10 et 11 de l'Accord de Paris, étant entendu qu'un appui renforcé en faveur des pays en développement parties leur permettra de prendre des mesures plus ambitieuses,

Consciente que les points de départ, les capacités et les situations nationales varient suivant les Parties et soulignant l'importance de l'appui au renforcement des capacités des pays en développement parties d'élaborer et de communiquer leurs contributions déterminées au niveau national,

1. *Réaffirme et souligne* que, conformément au paragraphe 5 de l'article 4 de l'Accord de Paris, un appui est fourni aux pays en développement parties pour l'application de l'article 4 dudit Accord, notamment en vue de continuer à accroître leur capacité d'élaborer, de communiquer et de comptabiliser leurs contributions déterminées au niveau national ;

2. *Encourage* les entités fonctionnelles compétentes du Mécanisme financier et les organes constitués en vertu de la Convention qui concourent à l'application de l'Accord de Paris à continuer, dans le cadre de leur mandat, à fournir un appui au renforcement des capacités comme indiqué au paragraphe 1 ci-dessus ;

3. *Invite* les autres organisations qui sont en mesure de le faire à fournir un appui au renforcement des capacités comme indiqué au paragraphe 1 ci-dessus ;

4. *Rappelle* que, conformément au paragraphe 6 de l'article 4 de l'Accord de Paris, les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement peuvent établir et communiquer des stratégies, plans et mesures de développement à faible émission de gaz à effet de serre correspondant à leur situation particulière ;

5. *Rappelle également* le paragraphe 4 de l'article 4 de l'Accord de Paris, qui dispose que les pays développés parties devraient continuer de montrer la voie en assumant des objectifs de réduction des émissions en chiffres absolus à l'échelle de l'économie, et que les pays en développement parties devraient continuer d'accroître leurs efforts d'atténuation et sont encouragés à passer progressivement à des objectifs de réduction ou de limitation des émissions à l'échelle de l'économie qui tiennent compte des situations nationales différentes ;

Autres directives concernant les informations à fournir pour améliorer la clarté, la transparence et la compréhension des contributions déterminées au niveau national, conformément au paragraphe 28 de la décision 1/CP.21

6. *Rappelle en outre* le paragraphe 8 de l'article 4 de l'Accord de Paris, en vertu duquel, en communiquant leurs contributions déterminées au niveau national, toutes les Parties présentent l'information nécessaire à la clarté, la transparence et la compréhension conformément à la décision 1/CP.21 et à toutes les décisions pertinentes de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris ;

7. *Décide* que les Parties, lorsqu'elles communiquent leurs contributions déterminées au niveau national pour la deuxième fois et ultérieurement, présentent l'information nécessaire à la clarté, la transparence et la compréhension visée à l'annexe I qui est applicable à leurs contributions déterminées au niveau national, et *encouragent*

vivement les Parties à présenter ces informations en se référant à leur première contribution déterminée au niveau national, notamment lorsqu'elles la communiquent ou l'actualisent d'ici à 2020 ;

8. *Souligne* que les directives concernant l'information nécessaire à la clarté, à la transparence et à la compréhension sont sans préjudice de l'inclusion d'éléments autres que l'atténuation dans une contribution déterminée au niveau national, *note* que les Parties peuvent fournir d'autres informations lorsqu'elles soumettent leurs contributions déterminées au niveau national, et en particulier que, comme prévu au paragraphe 11 de l'article 7 de l'Accord de Paris, une communication relative à l'adaptation visée au paragraphe 10 de cet article peut être soumise comme élément de la contribution déterminée au niveau national visée au paragraphe 2 de l'article 4 de l'Accord, ou en conjonction avec elle, et *note également* que les nouvelles directives concernant la communication relative à l'adaptation sont contenues dans la décision 9/CMA.1 ;

9. *Rappelle en outre* le paragraphe 27 de la décision 1/CP.21, applicable aux premières contributions déterminées au niveau national, y compris celles communiquées ou actualisées d'ici à 2020, conformément au paragraphe 24 de cette même décision, dans lequel la Conférence des Parties est convenue que les informations devant être fournies par les Parties communiquant leurs contributions déterminées au niveau national, pour améliorer la clarté, la transparence et la compréhension, peuvent inclure selon qu'il convient, entre autres, des informations chiffrables sur le point de référence (y compris, s'il y a lieu, une année de référence), les calendriers et/ou périodes de mise en œuvre, la portée et le champ d'application, les processus de planification, les hypothèses et les démarches méthodologiques, notamment celles utilisées pour estimer et comptabiliser les émissions anthropiques de gaz à effet de serre et, le cas échéant, les absorptions anthropiques, et une information précisant en quoi la Partie considère que sa contribution déterminée au niveau national est équitable et ambitieuse, au regard de sa situation nationale, et en quoi elle contribue à la réalisation de l'objectif de la Convention tel qu'il est énoncé en son article 2 ;

10. *Convient* que chaque Partie ayant une contribution déterminée au niveau national au titre de l'article 4 de l'Accord de Paris, qui consiste en retombées bénéfiques dans le domaine de l'atténuation résultant de ses plans d'adaptation et/ou de diversification économique conformément au paragraphe 7 de l'article 4 de l'Accord de Paris, fournit les informations visées à l'annexe I qui sont applicables à sa contribution déterminée au niveau national et qui ont trait à ces retombées bénéfiques dans le domaine de l'atténuation ;

Directives pour la comptabilisation des contributions déterminées au niveau national des Parties, visées au paragraphe 31 de la décision 1/CP.21

11. *Rappelle* le paragraphe 13 de l'article 4 de l'Accord de Paris, qui dispose que les Parties rendent compte de leurs contributions déterminées au niveau national et que, dans la comptabilisation des émissions et des absorptions anthropiques correspondant à leurs contributions déterminées au niveau national, les Parties promeuvent l'intégrité environnementale, la transparence, l'exactitude, l'exhaustivité, la comparabilité et la cohérence, et veillent à ce qu'un double comptage soit évité, conformément aux directives adoptées par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris ;

12. *Rappelle également* qu'au paragraphe 31 de la décision 1/CP.21, il a été demandé au Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris d'élaborer, en s'inspirant des démarches établies en vertu de la Convention, et de ses instruments juridiques connexes le cas échéant, des directives pour la comptabilisation des contributions déterminées au niveau national des Parties, telles que visées au paragraphe 13 de l'article 4 de l'Accord, pour examen et adoption par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa première session, directives qui garantissent que :

a) Les Parties rendent compte des émissions et des absorptions anthropiques conformément aux méthodes et aux paramètres de mesure communs que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a évalués et que la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris a adoptés ;

b) Les Parties veillent à la cohérence méthodologique, notamment en ce qui concerne les niveaux de référence, entre la communication et la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national ;

c) Les Parties s'efforcent d'inclure toutes les catégories d'émissions ou d'absorptions anthropiques dans leurs contributions déterminées au niveau national et, dès lors qu'une source, un puits ou une activité est pris en compte, continuent de l'inclure ;

d) Les Parties indiquent les raisons pour lesquelles d'éventuelles catégories d'émissions ou d'absorptions anthropiques sont exclues ;

13. *Décide* que, pour comptabiliser les émissions et les absorptions anthropiques correspondant à leurs contributions déterminées au niveau national au titre du paragraphe 13 de l'article 4 de l'Accord de Paris, les Parties prennent en compte leurs contributions déterminées au niveau national conformément aux directives figurant à l'annexe II ;

14. *Rappelle* le paragraphe 32 de la décision 1/CP.21, qui dispose que les Parties appliquent les directives pour la comptabilisation de leurs contributions déterminées au niveau national à partir de la deuxième contribution déterminée au niveau national et pour les contributions ultérieures et que les Parties peuvent décider d'appliquer ces directives dès leur première contribution déterminée au niveau national ;

15. *Décide* que les Parties, lorsqu'elles comptabilisent les émissions et les absorptions anthropiques correspondant à leurs contributions déterminées au niveau national, s'assurent de ne pas les comptabiliser deux fois ;

16. *Convient* que chaque Partie ayant une contribution déterminée au niveau national au titre de l'article 4 de l'Accord de Paris, qui consiste en retombées bénéfiques dans le domaine de l'atténuation résultant de ses plans d'adaptation et/ou de diversification économique conformément au paragraphe 7 de l'article 4 de l'Accord de Paris, fournit les informations visées à l'annexe II qui ont trait à ces retombées bénéfiques dans le domaine de l'atténuation ;

17. *Décide* que les Parties rendent compte de leurs contributions déterminées au niveau national dans leurs rapports biennaux au titre de la transparence, notamment dans un résumé structuré, conformément aux directives fournies en application de l'alinéa b) du paragraphe 7 de l'article 13 de l'Accord de Paris et à toute directive pertinente adoptée par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris ;

18. *Décide également* d'entreprendre à sa dixième session (2027) l'examen et, si nécessaire, la mise à jour des informations à fournir pour améliorer la clarté, la transparence et la compréhension des contributions déterminées au niveau national et des directives pour la comptabilisation des contributions déterminées au niveau national des Parties, en vue d'examiner et d'adopter une décision à ce sujet à sa onzième session (2028) ;

Autres directives sur les caractéristiques des contributions déterminées au niveau national, visées au paragraphe 26 de la décision 1/CP.21

19. *Note* que les caractéristiques des contributions déterminées au niveau national sont énoncées dans les dispositions pertinentes de l'Accord de Paris ;

20. *Décide* de poursuivre l'examen d'autres directives sur les caractéristiques des contributions déterminées au niveau national à sa septième session (2024).

Annexe I

Informations à fournir pour améliorer la clarté, la transparence et la compréhension des contributions déterminées au niveau national, visées au paragraphe 28 de la décision 1/CP.21

1. Informations quantifiables sur le point de référence (y compris, selon qu'il convient, une année de référence) :

- a) La ou les année(s) de référence, période(s) de référence ou autre(s) point(s) de départ ;
- b) Des informations quantifiables sur les indicateurs de référence, leurs valeurs au cours de l'année ou des années de référence, de la période ou des périodes de référence ou d'autres points de départ et, le cas échéant, de l'année cible ;
- c) Pour ce qui est des stratégies, des plans et des mesures visés au paragraphe 6 de l'article 4 de l'Accord de Paris, ou des politiques et mesures faisant partie des contributions déterminées au niveau national, lorsque l'alinéa b) du paragraphe 1 ci-dessus ne s'applique pas, les Parties doivent fournir d'autres informations pertinentes ;
- d) Une cible par rapport à l'indicateur de référence, exprimée numériquement, par exemple en pourcentage ou en montant de réduction ;
- e) Des informations sur les sources de données utilisées pour quantifier le(s) point(s) de référence ;
- f) Des informations sur les circonstances dans lesquelles la Partie peut mettre à jour les valeurs des indicateurs de référence.

2. Calendriers et/ou périodes de mise en œuvre :

- a) Le calendrier et/ou la période de mise en œuvre, y compris les dates de début et de fin, conformément à toute autre décision pertinente adoptée par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA) ;
- b) Qu'il s'agisse d'un objectif annuel ou pluriannuel, selon le cas.

3. Portée et champ d'application :

- a) Une description générale de la cible ;
- b) Les secteurs, gaz, catégories et réservoirs visés par la contribution déterminée au niveau national, y compris, le cas échéant, conformément aux lignes directrices du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ;
- c) La façon dont la Partie a pris en considération les alinéas c) et d) du paragraphe 31 de la décision 1/CP.21 ;
- d) Les retombées bénéfiques dans le domaine de l'atténuation résultant des mesures d'adaptation et/ou des plans de diversification économique des Parties, y compris la description des projets, actions et initiatives ayant trait en particulier aux mesures d'adaptation et/ou aux plans de diversification économique des Parties.

4. Processus de planification :

- a) Des informations sur les processus de planification que la Partie a suivis pour élaborer sa contribution déterminée au niveau national et, si elles sont disponibles, sur les plans de mise en œuvre de la Partie, y compris, le cas échéant sur :
 - i) Les dispositifs institutionnels nationaux, la participation du public et la collaboration avec les communautés locales et les peuples autochtones, en tenant compte des questions de genre ;

- ii) Les questions contextuelles, y compris, entre autres, selon le cas :
 - a. La situation nationale, notamment la géographie, le climat, l'économie, le développement durable et l'élimination de la pauvreté ;
 - b. Les meilleures pratiques et l'expérience tirées de l'élaboration de la contribution déterminée au niveau national ;
 - c. D'autres aspirations et priorités contextuelles reconnues lors de l'adhésion à l'Accord de Paris ;
- b) Des informations particulières applicables aux Parties, y compris aux organisations régionales d'intégration économique et à leurs États membres, qui se sont mises d'accord pour agir conjointement en application du paragraphe 2 de l'article 4 de l'Accord de Paris, notamment les Parties qui ont décidé d'agir conjointement, et les termes de l'accord pertinent, conformément aux paragraphes 16 à 18 de l'article 4 de l'Accord de Paris ;
- c) La façon dont l'élaboration par la Partie de sa contribution déterminée au niveau national a été éclairée par les résultats du bilan mondial, conformément au paragraphe 9 de l'article 4 de l'Accord de Paris ;
- d) Chaque Partie ayant une contribution déterminée au niveau national au titre de l'article 4 de l'Accord de Paris, qui consiste en des mesures d'adaptation et/ou des plans de diversification économique à l'origine de retombées bénéfiques dans le domaine de l'atténuation conformément au paragraphe 7 de l'article 4 de l'Accord de Paris, doit soumettre des informations sur :
 - i) La façon dont les conséquences économiques et sociales des mesures de riposte ont été prises en compte dans l'élaboration de la contribution déterminée au niveau national ;
 - ii) Les projets, mesures et activités de nature particulière à mettre en œuvre pour contribuer aux retombées bénéfiques dans le domaine de l'atténuation, y compris des informations sur les plans d'adaptation produisant également des retombées bénéfiques dans le domaine de l'atténuation, qui peuvent viser, sans s'y limiter, des secteurs clés tels que l'énergie, les ressources, les ressources en eau, les ressources côtières, les établissements humains et la planification urbaine, l'agriculture et les forêts ; et les mesures de diversification économique, qui peuvent viser, sans toutefois s'y limiter, des secteurs tels que les activités manufacturières et l'industrie, l'énergie et les mines, les transports et les communications, la construction, le tourisme, l'immobilier, l'agriculture et la pêche.

5. Hypothèses et démarches méthodologiques, y compris celles concernant l'estimation et la comptabilisation des émissions anthropiques de gaz à effet de serre et, le cas échéant, des absorptions anthropiques :

- a) Les hypothèses et démarches méthodologiques utilisées pour comptabiliser les émissions et les absorptions anthropiques de gaz à effet de serre correspondant à la contribution de la Partie déterminée au niveau national, conformément au paragraphe 31 de la décision 1/CP.21 et aux directives pour la comptabilisation adoptées par la CMA ;
- b) Les hypothèses et démarches méthodologiques utilisées pour comptabiliser la mise en œuvre des politiques et mesures ou des stratégies dans la contribution déterminée au niveau national ;
- c) Le cas échéant, des informations sur la façon dont la Partie tiendra compte des méthodes et directives en vigueur au titre de la Convention pour comptabiliser les émissions et absorptions anthropiques, conformément au paragraphe 14 de l'article 4 de l'Accord de Paris, selon qu'il convient ;
- d) Les méthodes et paramètres de mesure du GIEC qui servent à estimer les émissions et les absorptions anthropiques de gaz à effet de serre ;
- e) Les hypothèses, méthodes et démarches propres à un secteur, à une catégorie ou à une activité, conformes aux lignes directrices du GIEC, selon qu'il convient, y compris, le cas échéant :

- i) La démarche suivie pour traiter les émissions et les absorptions ultérieures des perturbations naturelles sur les terres exploitées ;
- ii) La démarche suivie pour comptabiliser les émissions et les absorptions des produits ligneux récoltés ;
- iii) La démarche suivie pour traiter les effets de la structure des classes d'âge dans les forêts ;
- f) Les autres hypothèses et démarches méthodologiques utilisées pour comprendre la contribution déterminée au niveau national et, le cas échéant, estimer les émissions et les absorptions correspondantes, notamment :
 - i) La façon dont les indicateurs de référence, le(s) niveau(x) de référence, y compris, le cas échéant, les niveaux de référence propres à un secteur, à une catégorie ou à une activité, sont construits, y compris, par exemple, les principaux paramètres, hypothèses, définitions, méthodes, sources de données et modèles utilisés ;
 - ii) Pour les Parties dont les contributions déterminées au niveau national contiennent des éléments autres que des gaz à effet de serre, des informations sur les hypothèses et les démarches méthodologiques utilisées en rapport avec ces éléments, selon que de besoin ;
 - iii) Pour les facteurs de forçage climatique inclus dans les contributions déterminées au niveau national qui ne sont pas visés par les lignes directrices du GIEC, des informations sur la manière dont ces facteurs sont estimés ;
 - iv) D'autres informations techniques, selon que de besoin ;
- g) L'intention de recourir à la coopération volontaire au titre de l'article 6 de l'Accord de Paris, le cas échéant.

6. La manière dont la Partie considère que sa contribution déterminée au niveau national est équitable et ambitieuse compte tenu de sa situation nationale :

- a) La manière dont la Partie considère que sa contribution déterminée au niveau national est équitable et ambitieuse compte tenu de sa situation nationale ;
- b) Des considérations d'équité, y compris une réflexion sur l'équité ;
- c) La manière dont la Partie a pris en compte le paragraphe 3 de l'article 4 de l'Accord de Paris ;
- d) La manière dont la Partie a pris en compte le paragraphe 4 de l'article 4 de l'Accord de Paris ;
- e) La manière dont la Partie a pris en compte le paragraphe 6 de l'article 4 de l'Accord de Paris.

7. La façon dont la contribution déterminée au niveau national concourt à la réalisation de l'objectif de la Convention tel qu'énoncé à son article 2 :

- a) La façon dont la contribution déterminée au niveau national concourt à la réalisation de l'objectif de la Convention tel qu'énoncé à son article 2 ;
- b) La façon dont la contribution déterminée au niveau national concourt à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 2 et au paragraphe 1 de l'article 4 de l'Accord de Paris.

Annexe II

Comptabilisation des contributions déterminées au niveau national des Parties, visées au paragraphe 31 de la décision 1/CP.21

1. **Les Parties rendent compte des émissions et des absorptions anthropiques conformément aux méthodes et aux paramètres de mesure communs évalués par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et adoptés par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris :**

a) Les Parties comptabilisent les émissions et absorptions anthropiques conformément aux méthodes et paramètres communs de mesure évalués par le GIEC et à la décision 18/CMA.1 ;

b) Les Parties dont la contribution déterminée au niveau national ne peut être comptabilisée à l'aide des méthodes visées par les lignes directrices du GIEC fournissent des informations sur leur propre méthode, y compris celle utilisée pour les contributions déterminées au niveau national conformément au paragraphe 6 de l'article 4 de l'Accord de Paris, le cas échéant ;

c) Les Parties qui s'inspirent des méthodes et directives en vigueur établies au titre de la Convention et de ses instruments juridiques connexes, selon qu'il convient, fournissent des informations sur la manière dont elles l'ont fait ;

d) Les Parties fournissent des informations sur les méthodes utilisées pour suivre les progrès découlant de la mise en œuvre des politiques et mesures, selon qu'il convient ;

e) Les Parties qui décident de prendre en compte les émissions et les absorptions ultérieures dues aux perturbations naturelles sur les terres exploitées fournissent des informations détaillées sur la démarche suivie et sa conformité aux lignes directrices pertinentes du GIEC, selon qu'il convient, ou indiquent la section pertinente du rapport sur les données présentées dans les inventaires nationaux des gaz à effet de serre contenant ces informations ;

f) Les Parties qui comptabilisent les émissions et les absorptions de produits ligneux récoltés fournissent des informations détaillées sur la démarche que le GIEC a suivie pour estimer les émissions et les absorptions ;

g) Les Parties qui prennent en compte les effets de la structure des classes d'âge dans les forêts fournissent des informations détaillées sur la démarche suivie et sa conformité aux lignes directrices pertinentes du GIEC, selon qu'il convient.

2. **Les Parties veillent à la cohérence méthodologique, notamment en ce qui concerne les niveaux de référence, entre la communication et la réalisation des contributions déterminées au niveau national :**

a) Les Parties garantissent la cohérence de la portée et du champ d'application, des définitions, des sources de données, des paramètres de mesure, des hypothèses et des démarches méthodologiques ;

b) Toutes les données relatives aux gaz à effet de serre et les méthodes d'estimation utilisées pour la comptabilisation devraient être compatibles avec les inventaires des gaz à effet de serre de la Partie, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 7 de l'article 13 de l'Accord de Paris, le cas échéant ;

c) Les Parties s'efforcent d'éviter de surestimer ou de sous-estimer les projections d'émissions et d'absorptions utilisées pour la comptabilisation ;

d) Les Parties qui appliquent des modifications techniques pour mettre à jour les points de référence, les niveaux de référence ou les projections, devraient tenir compte de l'un ou l'autre des éléments suivants :

- i) Les variations de l'inventaire de la Partie ;
- ii) Les améliorations apportées à la précision qui préservent la cohérence méthodologique ;
- e) Les Parties rendent compte de manière transparente de toute modification méthodologique et de toute mise à jour technique intervenues au cours de la réalisation de leur contribution déterminée au niveau national.

3. Les Parties s'efforcent d'inclure toutes les catégories d'émissions ou d'absorptions anthropiques dans leurs contributions déterminées au niveau national et, dès lors qu'une source, un puits ou une activité est pris en compte, continuent de l'inclure :

- a) Les Parties comptabilisent toutes les catégories d'émissions et d'absorptions anthropiques correspondant à leur contribution déterminée au niveau national ;
- b) Les Parties s'efforcent d'inclure toutes les catégories d'émissions ou d'absorptions anthropiques dans leurs contributions déterminées au niveau national et, dès lors qu'une source, un puits ou une activité est pris en compte, continuent de l'inclure.

4. Les Parties indiquent les raisons pour lesquelles d'éventuelles catégories d'émissions ou d'absorptions anthropiques sont exclues.

*26^e séance plénière
15 décembre 2018*